

Formation 2014 - 26.04.15

- [Rencontre des jeunes sur l'engagement politique à Thiaroye le 24 novembre 2013](#)
 - [Symposium sur « La démocratie sénégalaise à l'épreuve de la violence politique »](#)
-

Rencontre des jeunes sur l'engagement politique à Thiaroye le 24 novembre 2013

Réponses à la 1ère question : Pourquoi un chrétien doit-il s'engager en politique ? Sur quelle Parole de Dieu bâtir son engagement ?

D'abord **le chrétien est un citoyen**. Il doit donc s'engager comme tous les autres citoyens. Aujourd'hui nous fêtons la fête du Christ, Roi de l'Univers. Ce n'est pas la fête du Christ Roi de l'Eglise, mais de l'univers tout entier. S'Il est donc notre Roi, pour la vie politique et toute notre vie, et pas seulement pour la vie chrétienne.

L'Eglise a mis en place des commissions **Justice, Paix et Respect de l'Environnement** (intégrité de la création). C'est justement cela le but de la politique, mettre la justice et la paix dans le pays, et respecter l'environnement et la nature, sans oublier la bonne gouvernance : lutter contre la corruption etc.

Nous avons rendu visite aux différents maires de la Paroisse, et tous nous ont dit qu'ils ne voyaient pas les chrétiens, dans les affaires de la cité. Il n'y a pratiquement pas de chrétiens, comme maire ni même conseillers municipaux. Bien sûr, nous sommes **très minoritaires** dans le pays, mais ce n'est pas une raison.

Souvent on dit : la politique est sale. Mais justement c'est notre responsabilité d'y entrer, pour la laver et **la rendre meilleure**.

Dans notre engagement politique, il ne s'agit pas d'abord de vouloir défendre l'Eglise, ou d'avoir des privilèges pour les chrétiens. Nous nous engageons **pour défendre les pauvres**, comme Jésus Christ. Si des chrétiens sont pauvres, nous les défendons comme les autres, et en même temps que les autres, mais pas à part.

Le chrétien est libre de rentrer dans le parti de son choix, après avoir prié et réfléchi. Les responsables de l'Eglise ne nous dirons pas, pour qui voter, ni dans quel parti entrer. Mais ils nous disent à tous, de nous engager. Même si nous ne pouvons pas être des responsables politiques, nous devons au moins voter, et même entrer dans un parti pour militer. Mais beaucoup de chrétiens n'ont même pas de carte d'électeur. Quand nous sommes engagés dans un parti, nous respectons la liberté des autres. Et donc, nous respectons le choix d'autres chrétiens, d'entrer dans un autre parti que le nôtre. Il faut même qu'il y ait des chrétiens dans tous les partis politiques, pour tous les rendre meilleurs, et les faire avancer grâce à la lumière de Jésus Christ.

Notre engagement politique s'appuie en premier, sur **l'exemple de Jésus Christ** Lui-même. Jésus a été un bon citoyen. Il a respecté les autorités de son peuple, et même les autorités romaines (Pilate). Mais il leur a parlé sans peur. Il n'a pas cherché à leur plaire, Il a dit la vérité. Jésus dit à Pilate : « *Je suis venu, comme témoin de la vérité* » (Jean 18,37). Et quand on frappe Jésus, au moment de son jugement chez le grand prêtre Caïphe, Il n'insulte pas les gens, Il ne se met pas en colère, Il supporte. Mais Il répond calmement et fortement : *Pourquoi me frappes-tu, si j'ai bien parlé* » (Jean 18 ,23). C'est cela, notre façon de nous conduire. Jésus a payé l'impôt. Et Il nous a dit : *Rendez à Dieu ce qui est à Dieu, mais aussi à César ce qui est à César* » (Mat 22,21). Le

problème c'est que beaucoup de chrétiens prient, ils veulent rendre à Dieu ce qui lui revient. Mais ils ne rendent pas aux responsables du pays, ce à quoi ils ont droit. Ils servent l'Eglise, mais ils ne servent pas le pays de tout leur cœur.

Notre mission en politique, c'est de **continuer la mission de Jésus** Lui-même, comme il le disait à la maison de prière de Nazareth : « *L'Esprit du Seigneur est sur moi. Il m'a consacré (par le baptême), Il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres, annoncer aux prisonniers qu'ils vont être libérés, dire aux aveugles qu'ils vont voir la lumière, apporter la libération à ceux qui sont écrasés, et annoncer une année de bienfaits, de la part du Seigneur* » Luc 4, 13-21). C'est cela que nous avons à faire dans notre pays, grâce à la politique.

Nous nous rappelons aussi cette Parole de Jésus : « *Je suis la Lumière du monde* » Jésus dit bien « du monde », et non pas la lumière de l'Eglise. Cela nous demande donc de nous engager dans le monde, dans la société. De même, nous sommes le sel **de la terre**, de notre terre du Sénégal, et pas seulement de notre communauté chrétienne. Nous sommes le levain dans la pâte. Il faut donc que nous vivions avec les autres, mais surtout que nous nous engagions avec eux.

N'ayons pas peur ! Même si nous ne sommes pas nombreux. Il suffit de d'un peu de sel, pour donner du goût à tout le plat. Jésus nous dit : « *N'ayez pas peur petit troupeau, Je suis avec vous* » (Luc 12,32). Bien sûr, cela nous demande de **garder le sel de l'Évangile**, dans notre engagement politique sinon on va nous jeter dehors, et nous marcher dessus. Si nous voulons éclairer les autres, cela suppose que nous soyons branchés sur le Christ. Une lampe qui n'est pas branchée, n'éclaire rien du tout. Nous ne pouvons pas éclairer les autres, si nous ne sommes pas nous-mêmes éclairés par le Christ.

Pierre nous dit de prier pour les responsables du pays (1^{ère} Pierre 2, 14-17). Et Saint Paul nous demande de **respecter les chefs de notre pays** (1^{ère} Cor 13,1-7 ; Tite 3,1), car « *si tu fais le bien, tu n'as pas à avoir peur des juges* ». Mais en même temps, l'Apocalypse nous demande de lutter contre les chefs du pays, quand ils nous demandent de mauvaises choses, qui ne vont pas avec la Parole de Dieu.

2ème question : Que connaissez-vous de l'Acte 3 de la Décentralisation ?

A quoi cette décentralisation nous appelle-t-elle ? D'abord nous engager et travailler dans les 9 domaines de compétence, confiés aux communes depuis 1996 par l'Acte 2. **Qu'avons-nous fait pour tout cela ?**

L'environnement, la santé, la jeunesse, la culture et l'éducation, l'aménagement de notre quartier, l'habitat etc. Pourtant cela nous concerne tous. Chacun de nous peut participer au Conseil Municipal. Et il faudrait que nous soyons présents dans les comités de quartier. Le sommes-nous ?

L'Acte 3 va confier les mêmes responsabilités aux villages qu'aux anciennes communes. Nous, nous vivons en ville. Mais nous avons tous des **parents et des amis dans les villages**, dans les secteurs ruraux. Il est donc très important, que nous leur expliquions cet acte 3 de la Décentralisation, pour qu'ils connaissent leurs responsabilités et leurs possibilités. Et que nous les poussions à s'engager et à agir.

Beaucoup de gens, dans cet acte 3 de la Décentralisation, voient surtout une possibilité d'avoir de l'argent, dans les communes de quartier ou de village. Pour nous, il s'agit bien plus, **de développer tout l'homme et tous les hommes**, comme le pape PAUL 6 le demandait, dans sa lettre sur le développement des peuples. Pas seulement à avoir de l'argent (et même le détourner !), mais travailler à un véritable développement. Au niveau humanitaire, social, culturel, et pas seulement économique ni même religieux.

Bien sûr, aux prochaines élections, il faudra **que des chrétiens se présentent**, au moins pour être conseillers municipaux, ce qui leur donnera en plus, la possibilité d'être président ou vice président de l'une ou l'autre commission, qui sont maintenant élus et non plus choisis par le maire.

Par rapport au problème foncier, il est très important que nous parlions aussi à nos parents et amis des villages, pour qu'ils ne vendent pas leurs terrains à des grands de la ville, ou à des sociétés étrangères. Sinon leurs enfants n'auront plus de terres à cultiver. Qu'ils n'acceptent pas, que les grandes sociétés étrangères, mais aussi les gens de la ville qui ont de l'argent, viennent **accaparer leurs terres**. Sinon, c'est la pauvreté pour demain. Il y a trop de gens, qui viennent acheter des terres dans les villages.

Bien sûr, la première chose à faire, c'est de **bien comprendre** nous-mêmes cet acte 3, et de l'expliquer autour de nous. « Le monde, c'est comme la calebasse. Quand tu as bu, tu donnes à boire à ton voisin ». Pour expliquer cet acte 3, il va y avoir des rencontres et des caravanes dans les quartiers. Là aussi, il va falloir y participer.

3ème question : Comment nous préparer aux élections locales ?

1. **Avoir une carte d'électeur**, et dire à nos camarades qui atteignent l'âge de la majorité (18 ans), de se faire inscrire sur les listes électorales.
2. La Commission Justice et Paix va travailler à ces élections. Cela demande donc que nous participions aux **commissions Justice et Paix**, pour qu'elles travaillent efficacement, dans chacun de nos quartiers. Nous rappelons que ce n'est pas seulement les CEB qui doivent envoyer leurs représentants dans la commission, mais tous les groupes et mouvements de la paroisse.
3. **Nous refusons absolument de nous laisser corrompre**, ou entrainer par de futurs candidats, simplement parce qu'ils sont de notre ethnie, qu'ils parlent bien, ou qu'ils nous font des cadeaux. Comme nous l'avons dit aux élections présidentielles : « je ne me laisse pas acheter pour un sac de riz ». Quand la campagne va commencer, il ne suffira pas d'étudier le programme des candidats, il faudra aussi participer aux réunions. D'abord, pour que cela se passe bien. Mais également pour poser nos questions, faire grandir la réflexion, et rendre meilleur les programmes. Surtout pour les plus pauvres, les jeunes, les femmes, et tous ceux qui sont mis à l'écart (chômeurs, étrangers, handicapés etc.).
4. Pour choisir le candidat, il ne suffira pas de voir seulement son programme. Nous regarderons **ce qu'il a réellement fait** jusqu'à maintenant, dans ses anciennes responsabilités. S'il n'est pas sérieux, et s'il n'a pas travaillé efficacement jusqu'à maintenant, il ne le fera pas non plus après.
5. Certains d'entre nous vont se former, pour être **observateurs** pour ces élections, pour qu'elles se passent normalement, clairement, sans mensonge ni tricherie.
6. Après les élections, il sera important que nous **acceptions les résultats**. Et que nous fassions tout, pour éviter les bagarres et les troubles dans les quartiers.

Symposium sur « La démocratie sénégalaise à l'épreuve de la violence politique »

J'ai été invité à ce colloque à l'Université de Dakar, les 27 et 28 mai pour donner le point de vue de l'Eglise catholique à ce sujet. Voici donc le résumé de mes 2 interventions.

1ère intervention

Par rapport à la violence, je voudrais rappeler dès le départ, que pour moi il ne s'agit pas seulement d'un problème, encore moins d'une théorie, mais bien de **personnes qui en sont victimes**. Il est absolument nécessaire d'être attentifs à ces personnes. Et d'agir pour elles. Pas seulement d'en parler.

Quand quelqu'un utilise la violence, c'est qu'il a une raison pour cela. Mais il doit se demander : est-ce que cette raison est valable ? La religion, dans la mesure où elle demande à chacun de prendre sa vie en main, est un élément important pour pouvoir analyser la situation de même que **ses motivations, devant Dieu** et à partir de la Parole de Dieu. C'est ce que, en langage religieux, on appelle la conversion. C'est le sens du carême, aussi bien chez les musulmans que chez les chrétiens : Il ne s'agit pas d'abord de se priver de nourriture mais d'arrêter ses mauvais désirs, ses mauvais sentiments et ses mauvaises tendances. Et donc la violence

L'une des causes de la violence, à mon avis, c'est que les gens cherchent leur avantage personnel : l'argent, le pouvoir, le profit, etc. Et quand ils voient qu'ils ne peuvent pas obtenir ce qu'ils désirent, ils se révoltent. L'un des rôles de la religion c'est de rappeler la **dimension sociale et communautaire de la vie de l'homme**. L'une de ses responsabilités, c'est d'éduquer au sens du bien commun : chercher le bien de tous, spécialement de ceux dont les besoins sont plus grands, avant de chercher mon intérêt personnel. En tout cas, on ne peut pas être un bon croyant, si on n'est pas un bon citoyen. Cette recherche du **bien commun** est la base de la Doctrine Sociale de l'Eglise.

Il est important aussi de **penser aux conséquences** de ce que l'on fait. C'est là toute la place de la morale, et du rôle éducatif de la religion.

Enfin, je soulignerai le rôle **de la réconciliation et du pardon**. Chrétiens et musulmans, nous sommes ensemble, pour affirmer que Dieu est le Compatissant et le Miséricordieux. Si nous croyons en un tel Dieu, cela doit se traduire dans notre vie, et dans nos actions. Dans la prière que Jésus nous a enseignée, nous disons : « pardonne-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés ». Et les jours des grandes fêtes religieuses, on se rencontre en se demandant pardon (Baal ma akh). L'un des rôles essentiels de la religion, c'est d'apporter la paix et la réconciliation. Mais bien sûr, pas n'importe quelle paix, et pas dans n'importe quelles conditions. Jésus disait *Je ne vous donne pas la paix, comme le monde la donne* ».

Cela suppose **un équilibre de la part des croyants** dans leur engagement : garder la neutralité, pour pouvoir réconcilier les gens. Mais en même temps, chercher en priorité la justice. Et défendre avec courage, les pauvres et les petits de la société. Quelles que soient les oppositions et les incompréhensions.

Tout cela nous montre qu'on ne peut pas réduire la religion, aux seules prières ou pratiques religieuses. Il s'agit d'acquiescer tout **un état d'esprit marqué par la foi**, de se demander ce que Dieu veut pour le monde, et comment agir avec Lui dans ce sens.

Une dernière réflexion : on voit souvent la violence, uniquement dans les bagarres, les coups, les casses etc. On dit : « ces gens se sont battus, ils sont violents ». On leur donne tort. Mais on oublie souvent **la violence organisée et institutionnalisée**, la violence des structures, c'est-à-dire les injustices. Ainsi, par rapport aux femmes, la vraie violence qu'on leur fait, beaucoup plus que les coups qu'on peut leur donner, c'est le fait qu'on ne les laisse pas prendre toute leur place, ni toute leur responsabilité, aussi bien dans la famille que dans la société. La violence qui est souvent faite aux gens, ce ne sont pas d'abord les répressions policières, mais c'est la pauvreté qui leur enlève tous les moyens d'agir et de vivre dans la dignité, et qui les poussent à se révolter. La

violence, c'est le mépris des pauvres, des petits, des analphabètes, des handicapés, des gens du monde rural etc. Au-delà de ce symposium qui cherche à éviter la violence dans les élections, il est essentiel que l'on s'engage à construire une société plus juste, et à supprimer les causes profondes et structurelles de la violence.

2ème intervention

Je partirai de cette phrase bien connue de l'Évangile de Jésus Christ : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». Cela note toute l'importance de la séparation des religions et de l'État, et **l'importance de la laïcité** telle qu'elle est affirmée dans la Constitution du Sénégal.

Toutes les religions sont pour la paix. Mais quand elles s'engagent dans le domaine politique au niveau des partis, elles descendent dans l'arène. Et à ce moment-là, elles en arrivent facilement à utiliser des formes de violence.

Un autre problème, c'est que souvent **la religion est récupérée et utilisée**, pour des intérêts économiques ou politiques. Souvent les violences se situent par exemple, entre éleveurs et paysans, entre différentes classes sociales, entre différentes ethnies. Mais si chaque groupe utilise la religion pour affirmer ses droits et obtenir ce qu'il veut, à ce moment-là, la violence devient beaucoup plus profonde car elle touche le fond du cœur des personnes. Il est donc absolument essentiel de lutter contre ces récupérations de la religion pour des intérêts inavoués.

Quel peut être **le rôle des religions** à ce niveau ?

- Ce sera l'éducation, l'acceptation de l'autre, **la recherche du bien commun**, la formation morale, la conversion, le pardon, la réconciliation etc., autant de choses dont j'ai déjà parlé dans ma première intervention.
- La première responsabilité des religieux, c'est de **défendre les personnes** qui sont traitées injustement. Jésus Christ disait « *Heureux ceux qui luttent pour la justice, le Royaume de Dieu est à eux. Heureux ceux qui construisent la paix, ils sont enfants de Dieu* ».
- Dans la mesure où les chefs religieux sont reconnus et ont une influence, ils ont bien sûr le **devoir d'intervenir auprès des pouvoirs publics**, non pas pour des avantages matériels ou autres pour leur propre groupe religieux, mais pour rappeler les droits de l'homme et la dignité humaine. Tout homme est créé par Dieu. C'est cela sa dignité, que l'on doit absolument respecter toujours et partout. Comme on le dit en wolof « Tout homme est fils d'Adam ».
- Il est bien évident que dans la religion catholique, pour les élections, il n'y a pas de « ndigal ». C'est **à chacun de se former**, de réfléchir, de prendre ses responsabilités, de s'engager dans la vie politique. Et à partir de là, de choisir le candidat pour lequel il veut voter.
- Ce qui me semble très important, c'est **l'éducation à la non violence**. On n'en a pratiquement pas parlé dans ce symposium. Il s'agit bien de la non violence évangélique, et de la non violence active. La non violence évangélique à la suite de Jésus Christ qui a préféré être tué plutôt que de tuer, et qui a dit cette phrase bien connue de tous : « *Celui qui frappe par l'épée mourra par l'épée* » Mais il s'agit d'une non violence active : il n'est pas question de se laisser frapper sans réagir. Au contraire, il faut réagir le plus fortement possible, mais par la non violence, par des moyens appropriés et non pas en frappant et en écrasant. Car la violence entraîne encore plus de violence. Il y a des témoins bien connus qui ont utilisés cette non violence évangélique, comme par exemple Martin Luther King, ou en Afrique du Sud Desmond Tutu. Mais aussi des non chrétiens comme Gandhi. Et **cette action non violente est efficace, même au niveau politique**

et au niveau structurel. C'est grâce à elle que Nelson Mandela a pu faire tomber le régime d'apartheid en Afrique du Sud. D'autres exemples sont connus comme la chute de Marcos aux Philippines, et d'autres dictateurs dans différents pays d'Amérique du Sud. A l'inverse on voit bien que lorsqu'on utilise la guerre et la violence, en Syrie, entre Israéliens et Palestiniens, en Irak, en Afghanistan, ou en Centrafrique, on n'arrive à aucun résultat valable.

- Enfin, il ne faudrait pas oublier **nos traditions et nos valeurs culturelles**. Dans toutes les langues du Sénégal lorsqu'on se rencontre, on se souhaite la paix. Beaucoup de nos villages s'appellent le village de la paix : Darou Salam. On dit que le Sénégal est le pays de la téranga (l'hospitalité). On parle souvent des valeurs traditionnelles comme le respect, la patience, le courage, l'éducation... (cër, mu'n, suttural, teggin, yar, kërsa...). Pourtant il y a la violence dans le pays, elle est bien réelle, il faut en tenir compte. Où est le problème ? N'est-ce pas que trop souvent, quand on parle de valeurs traditionnelles, on se limite à des incantations, en faisant allusion à une société parfaite qui n'a jamais existé. De toute façon le monde a changé, la violence est là. Il s'agit donc de chercher, comment vivre nos valeurs traditionnelles de dialogue et de paix, dans les conditions actuelles. Et de chercher les moyens concrets et réalisables, pour cela

Présentation de ce symposium

Il s'agit d'un symposium sur «**la démocratie sénégalaise à l'épreuve de la violence politique**» qu'organise le *Cadre de recherche et d'actions sur les violences politiques*, **les 27 et 28 mai 2014 à l'Université de Dakar UCAD II, à 9h à la salle des Ateliers.**

Ce symposium vise d'une part, à initier une réflexion transdisciplinaire et multidimensionnelle sur les violences politiques au Sénégal et d'autre part, à servir de plateforme de dialogue politico-citoyen entre les différents acteurs.

L'un des objectifs est de sensibiliser les acteurs sur l'impact négatif de la violence politique sur la paix, la sécurité, la stabilité sociale et institutionnelle. Cette rencontre constitue une des étapes importantes de nos activités.

Cet événement réunira les acteurs politiques, les chercheurs universitaires, les forces de défense et de sécurité, les organisations de la société civile, les autorités religieuses, la presse et les différents partenaires.